

Quatrième partie

DISPOSITIONS FINALES

36. Les dispositions finales comprennent les dispositions habituelles stipulant que le Secrétaire général est le dépositaire de la Convention et que celle-ci est sujette à ratification, acceptation ou approbation par les Etats qui l'avaient signée au 30 septembre 1981, qu'elle est ouverte à l'adhésion de tous les Etats qui ne sont pas signataires et que les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe sont également authentiques.

37. La Convention autorise un certain nombre de déclarations. Les déclarations relatives au champ d'application et à l'exigence d'un contrat écrit ont déjà été mentionnées. Les Etats où s'appliquent des régimes juridiques différents en matière de contrats de vente

dans les différentes parties de leur territoire peuvent faire une déclaration spéciale. Enfin, tout Etat peut déclarer qu'il ne sera pas lié par la deuxième partie sur la formation des contrats ou la troisième partie sur les droits et obligations de l'acheteur et du vendeur. Cette dernière déclaration est prévue dans le cadre de la décision de combiner en une seule convention la substance des deux conventions de La Haye de 1964.

Pour plus ample information, s'adresser au :

Secrétariat de la CNUDCI
Centre international de Vienne
Boîte postale 500
A-1400 Vienne
(Autriche)

Télex : 135612
Télécopie : (43)(1) 232156

B. Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises (New York, 1974)^a :
note du Secrétariat (A/CN.9/308) [Original : anglais]

INTRODUCTION

1. La Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises (New York, 1974) énonce des règles juridiques internationales uniformes régissant le délai dans lequel une partie à un contrat de vente internationale de marchandises doit actionner l'autre partie en vue de faire valoir des droits découlant de ce contrat ou concernant une contravention au contrat, sa résolution ou sa nullité. Ce laps de temps est appelé dans la Convention "le délai de prescription". Ce délai de prescription a essentiellement pour objet d'éviter qu'il ne puisse être intenté une action en justice à une date si tardive que les éléments de preuve concernant les droits invoqués risquent de ne pas être fiables ou d'avoir disparu et d'assurer une protection contre l'incertitude et l'injustice qui résulteraient du fait qu'une des parties demeurerait exposée pendant une longue période au danger de droits que l'autre partie n'aurait pas encore fait valoir.

2. La Convention sur la prescription a été le fruit des travaux que la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) a accomplis en vue d'harmoniser et d'unifier le droit international

concernant les ventes et qui ont aussi abouti à la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (Vienne, 1980) (ci-après appelée "Convention des Nations Unies sur les ventes"). Au cours de ces travaux, il est apparu que si dans la plupart des systèmes juridiques, la prescription extinctive intervenait à l'expiration d'un délai donné, les notions sur lesquelles se fondait cette prescription variaient beaucoup selon les systèmes, ce qui expliquait les divergences quant à la durée du délai et aux règles régissant la façon dont les droits se prescrivaient à l'expiration de ce délai. Du fait de ces divergences, il était difficile d'exercer des droits découlant d'opérations de vente internationale, ce qui pesait sur le commerce international.

3. Eu égard à ces problèmes, la CNUDCI a décidé d'élaborer des règles juridiques internationales uniformes sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises. Partant d'un projet de convention établi par la CNUDCI, une conférence diplomatique qui s'était tenue à New York sous les auspices de l'Assemblée générale a adopté la Convention sur la prescription le 14 juin 1974. Cette convention a été modifiée par un protocole que la Conférence diplomatique qui avait adopté la Convention des Nations Unies sur les ventes a adopté en 1980 en vue d'harmoniser les deux conventions.

4. La Convention sur la prescription entrera en vigueur le 1er août 1988 pour les 10 Etats qui, à ce jour, l'ont ratifiée ou y ont adhéré. Le Ghana, la Norvège, la République dominicaine, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie sont parties à la Convention non modifiée. L'Argentine, l'Egypte, la Hongrie, le Mexique et la Zambie sont parties à la Convention telle qu'elle a été modifiée par le Protocole de 1980.

^aLa présente note a été établie par le secrétariat de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international à des fins d'information et ne constitue pas un commentaire officiel de la Convention. Un commentaire établi à la demande de la Conférence des Nations Unies sur la prescription en matière de vente internationale d'objets mobiliers corporels figure dans le document A/CONF.63/17 (reproduit dans l'*Annuaire de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international*, vol. X, 1979 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.81.V.2), troisième partie, chapitre premier, et dans *CNUDCI : La Commission des Nations Unies pour le droit commercial international* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.86.V.8.), annexe II.B.

I. Champ d'application

5. La Convention s'applique aux contrats de vente de marchandises entre parties ayant leur établissement dans des Etats différents, à la condition que les deux Etats soient des Etats contractants. Le Protocole de 1980 dispose que la Convention s'applique aussi si, aux termes des règles du droit international privé, la législation d'un Etat contractant est applicable au contrat de vente. Toutefois, au moment où il devient partie au Protocole, tout Etat peut déclarer qu'il ne sera pas lié par cette disposition. Chacun des Etats contractants doit appliquer la Convention aux contrats passés à la date de l'entrée en vigueur de la Convention ou après cette date.

6. La Convention ne s'applique pas dans certaines circonstances. Tout d'abord, elle ne s'applique pas si les parties à un contrat de vente ont expressément exclu son application. Cette disposition est l'expression du principe fondamental de la liberté des contrats en matière de vente internationale de marchandises. En deuxième lieu, la Convention ne s'applique pas lorsque les questions qu'elle couvre sont régies par d'autres conventions. En troisième lieu, les Etats contractants ont la faculté de faire des déclarations ou des réserves excluant son application dans les cas suivants : deux ou plusieurs Etats contractants peuvent exclure du champ d'application de la Convention les contrats entre parties qui ont leur établissement dans ces Etats lorsque lesdits Etats appliquent à ces contrats des règles juridiques identiques ou voisines. A ce jour, un seul Etat a fait une déclaration en ce sens. En outre, un Etat peut exclure du champ d'application de la Convention des actions en annulation du contrat. A ce jour, aucun Etat n'a fait de déclaration en ce sens.

7. Du fait que la Convention ne s'applique qu'aux contrats de vente internationale, la question de savoir si elle couvre les contrats faisant intervenir certaines prestations de services se trouve éclaircie. Un contrat de fourniture d'objets mobiliers corporels à fabriquer ou à produire est assimilé à un contrat de vente à moins que la partie qui commande la chose n'ait à fournir une part essentielle des éléments nécessaires à cette fabrication ou cette production. En outre, la Convention ne s'applique pas lorsque la part prépondérante des obligations de la partie qui fournit la chose consiste en la fourniture de main-d'œuvre ou d'autres prestations de services.

8. La Convention renferme la liste des types de ventes qu'elle ne régit pas, soit en raison du but de la vente (objets mobiliers corporels achetés pour un usage personnel, familial ou domestique [aux termes du Protocole de 1980, la vente de ces objets est régie par la Convention si le vendeur ne pouvait pas avoir su que lesdits objets étaient achetés pour un tel usage]), de la nature de la vente (vente aux enchères, vente sur saisie ou vente à tout autre titre par autorité de justice) ou de la nature des marchandises (valeurs mobilières, effets de commerce, monnaies, navires, bateaux, aéronefs ou électricité [le Protocole de 1980 a ajouté les aéroglisseurs]).

9. Il est spécifié dans la Convention qu'elle s'applique exclusivement aux droits découlant ordinairement d'un contrat commercial. Elle exclut expressément les droits fondés sur tout dommage corporel ou décès, tout dommage nucléaire, tout privilège, gage ou autre sûreté, toute décision judiciaire ou sentence arbitrale rendues à la suite d'une procédure, tout titre exécutoire, toute lettre de change ou tout chèque ou billet à ordre. Le délai de prescription pour ces droits est en général régi par des règles particulières et il ne serait pas nécessairement approprié d'appliquer à ces droits les règles qui s'appliquent aux droits découlant ordinairement des contrats commerciaux.

II. Durée et point de départ du délai de prescription

10. Le délai de prescription est, aux termes de la Convention, de quatre ans. Il ne peut pas être modifié par accord des parties, mais il peut être prorogé par déclaration écrite du débiteur faite lorsque le délai court. De même, le contrat de vente peut stipuler que la procédure d'arbitrage peut être engagée dans un délai plus bref, à condition que cette clause soit valable au regard de la législation applicable au contrat. La Convention fixe les modalités de calcul du délai.

11. Il a été estimé qu'un délai de quatre ans devait répondre à l'objectif du délai de prescription, tout en laissant à toute partie à un contrat de vente internationale un laps de temps suffisant pour exercer ses droits contre l'autre partie. Des dispositions de la Convention fixent les conditions dans lesquelles le délai de prescription peut être prorogé ou peut recommencer à courir.

12. En ce qui concerne le point de départ du délai de prescription, la règle fondamentale est que ce délai commence à courir à la date à laquelle l'action peut être exercée. La Convention précise à quel moment une action peut être exercée en cas de contravention au contrat, de défaut de conformité de la chose ou de dol. Deux règles particulières s'appliquent lorsque le vendeur a donné, en ce qui concerne la chose vendue, une garantie expresse valable pendant un certain laps de temps ou lorsqu'une partie déclare la résolution du contrat avant la date fixée pour son exécution. Des dispositions visent également les droits découlant de l'inexécution d'un contrat stipulant des prestations ou des paiements échelonnés et les droits découlant de circonstances qui justifient la résolution d'un tel contrat.

III. Date à laquelle le délai cesse de courir et prorogation du délai

13. Après avoir établi le point de départ et la durée du délai de prescription, la Convention énonce des règles concernant la cessation de ce délai. Le délai de prescription cesse de courir lorsque le créancier introduit une procédure judiciaire ou arbitrale contre le débiteur ou lorsqu'il manifeste sa volonté de faire valoir ses droits dans une procédure déjà engagée. Une demande reconventionnelle est considérée comme ayant été introduite à la date à laquelle a été engagée la pro-

cédure dans laquelle elle est introduite, à condition que tant la demande principale que la demande reconventionnelle dérivent du même contrat ou de plusieurs contrats conclus au cours de la même opération.

14. Une procédure judiciaire ou arbitrale introduite par le créancier avant l'expiration du délai de prescription peut se terminer sans qu'une décision ait été rendue quant au fond, lorsque, par exemple, l'instance judiciaire ou le tribunal arbitral sont incompétents ou quand il y a vice de procédure. En règle générale, le créancier pourrait continuer de faire valoir ses droits en entamant une nouvelle procédure. C'est pourquoi la Convention dispose que si la procédure initiale se termine sans qu'une décision liant les parties ait été rendue au fond, le délai de prescription est réputé avoir continué de courir. Toutefois, au moment où la procédure initiale s'achève, il se peut que le délai de prescription soit venu à expiration ou que le créancier ne dispose pas d'assez de temps pour entamer une nouvelle procédure. Pour protéger le créancier dans des cas de cette nature, la Convention lui accorde un délai supplémentaire d'un an pour entamer une procédure nouvelle.

15. La Convention renferme des règles qui ont pour objet de trancher de manière uniforme dans deux cas particuliers la question de savoir comment court le délai de prescription. Tout d'abord, elle dispose qu'une procédure est introduite contre une partie au contrat de vente, le délai de prescription cesse de courir à l'égard d'une personne solidairement et conjointement responsable si le créancier fait savoir par écrit à cette dernière personne, avant l'expiration du délai de prescription, que la procédure a été introduite. En dernier lieu, la Convention dispose que lorsqu'une procédure est engagée contre un acheteur par une partie qui lui a acheté les marchandises, le délai de prescription cesse de courir quant au recours de l'acheteur contre le vendeur si l'acheteur fait savoir par écrit au vendeur, avant l'expiration dudit délai, que la procédure a été engagée contre l'acheteur. Lorsque la procédure engagée dans l'un de ces deux cas est achevée, le délai de prescription quant aux droits qu'il est fait valoir contre le débiteur solidaire ou contre le vendeur est réputé ne pas avoir cessé de courir, encore qu'il soit prévu un délai supplémentaire d'un an pour entamer une nouvelle procédure si, à ce moment-là, le délai de prescription est venu à expiration ou s'il lui reste moins d'un an à courir.

16. La disposition susmentionnée concernant l'acheteur a notamment pour effet de lui permettre d'attendre l'issue de la procédure engagée contre lui pour engager une action contre le vendeur, ce qui évite à l'acheteur les difficultés et les dépenses que causent l'introduction d'une procédure contre le vendeur ainsi que la rupture de relations d'affaires satisfaisantes s'il se révèle que l'action engagée contre lui n'a pas abouti.

17. La Convention dispose que le délai de prescription recommence à courir, d'une part, lorsque le créancier accomplit, dans l'Etat du débiteur, un acte qui, d'après la législation de cet Etat, a pour effet de rouvrir un délai de prescription ou, d'autre part, lorsque le débiteur reconnaît par écrit l'obligation dont il est tenu

envers le créancier ou verse des intérêts ou exécute en partie l'obligation dont il est tenu, s'il peut être raisonnablement déduit de ce paiement ou de cette exécution que le débiteur reconnaît cette obligation.

18. La Convention protège le créancier que des circonstances tout à fait particulières ont mis dans l'impossibilité de faire le nécessaire pour empêcher le délai de prescription de courir. Elle dispose que lorsqu'un créancier s'est trouvé dans l'impossibilité d'agir en raison de circonstances qui ne lui sont pas imputables et qu'il ne pouvait ni éviter ni surmonter, le délai est prorogé d'un an à compter du moment où lesdites circonstances ont cessé d'exister.

IV. Limitation générale du délai de prescription

19. Du fait que le délai de prescription peut, dans les circonstances susmentionnées, soit être prorogé soit recommencer à courir, la Convention fixe à compter de la date à laquelle le délai de prescription a initialement commencé de courir, un délai général de dix ans au-delà duquel aucune procédure ne peut en aucune circonstance être introduite pour faire valoir des droits. La notion dont cette disposition s'inspire est que, si l'on permettait d'entamer une procédure après l'expiration de ce délai, on agirait de façon incompatible avec les objectifs que l'on s'est assignés en fixant un délai précis de prescription dans la Convention.

V. Effets de l'expiration du délai de prescription

20. La principale conséquence de l'expiration du délai de prescription est qu'aucune créance ne sera reconnue ni rendue exécutoire dans aucune procédure qui aurait été entamée une fois que ce délai serait venu à expiration. L'expiration du délai de prescription n'est prise en considération que si elle est invoquée par une partie à la procédure. Toutefois, compte tenu des avis exprimés lors de la conférence diplomatique qui a adopté la Convention, à savoir que la prescription ou l'extinction d'un droit était une question d'ordre public et qu'un tribunal devrait pouvoir d'office prendre en considération l'expiration du délai de prescription, tout Etat contractant a la faculté de déclarer qu'il n'appliquera pas cette disposition. A ce jour, aucun Etat n'a fait de telle déclaration.

21. Nonobstant l'expiration du délai de prescription, une partie peut, dans certaines circonstances, invoquer un droit et l'opposer à l'autre partie comme moyen de défense ou de compensation.

VI. Autres dispositions et clauses finales

22. D'autres dispositions de la Convention portent sur l'application de la Convention dans des Etats qui comptent deux ou plusieurs composantes territoriales dans lesquelles les systèmes juridiques sont différents. Plusieurs dispositions ont trait aux déclarations et aux réserves que la Convention autorise et à la façon dont

ces déclarations et réserves sont faites et retirées. Les déclarations et réserves autorisées ont été mentionnées ci-dessus; la Convention n'en permet aucune autre.

23. Les clauses finales renferment les dispositions habituelles qui concernent la désignation du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en tant que dépositaire de la Convention. La Convention est soumise à la ratification des Etats qui l'ont signée avant le 31 décembre 1975 et elle est ouverte à l'adhésion des Etats qui ne l'ont pas signée. Les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi.

24. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est aussi dépositaire du Protocole de 1980 portant modification de la Convention, qui est ouvert à l'adhésion de tous les Etats. Le nombre d'adhésions néces-

saire ayant déjà été reçu, la Convention, telle qu'elle a été modifiée par le Protocole, entrera en vigueur à la même date que la Convention non modifiée, soit le 1er août 1988.

25. Tout Etat qui ratifiera la Convention ou y adhèrera une fois que la Convention et le Protocole seront entrés en vigueur deviendra partie à la Convention telle qu'elle a été modifiée par le Protocole à condition qu'il adresse au dépositaire une notification à cet effet. La Convention telle qu'elle a été modifiée entrera en vigueur pour cet Etat le premier jour du mois suivant celui au cours duquel six mois se seront écoulés depuis la date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion de cet Etat. L'adhésion au Protocole de la part d'un Etat qui n'est pas partie contractante à la Convention constitue une adhésion à la Convention telle qu'elle a été modifiée par le Protocole.